

La baignade dans le fleuve Saint-Laurent près de revenir à Québec

[Marika Vachon-Plante](#)

Publié le 10 avril 2015

BAIGNADE. Depuis le début du mois de mars, le comité Zone d'intervention prioritaire (ZIP) sillonne les municipalités de la région de la Capitale-Nationale afin de sensibiliser les citoyens à leur projet qui consiste en ramener la baignade dans le fleuve Saint-Laurent.



© (Photo gracieuseté)

La plage Jacques-Cartier et celle de la plage de la baie de Beauport sont les deux principaux chevaux de bataille du ZIP de Québec et de Chaudière-Appalaches.

La directrice de ZIP Québec et Chaudière-Appalaches, Hamida Hassen-Bey explique que leur plus grand obstacle est que les gens ne sont pas informés, c'est donc ce qui a poussé l'organisme à amorcer une campagne d'information.

«On veut de cette façon sensibiliser la population au fait que c'est possible et sécuritaire de se baigner dans le fleuve. La qualité de l'eau s'est grandement améliorée depuis quelques années. À Québec, on estime que la baignade est possible dans 60 voire 80% du temps», soutient-elle.

Jusqu'à maintenant, des rencontres se sont tenues à l'Île-d'Orléans, à Neuville et à Québec et la réponse des citoyens est bonne. «Les gens arrivent à la conférence et ont des appréhensions, notre but c'est de les informer au mieux que nous le pouvons. Dans la plupart des cas, ceux-ci repartent convaincu que le projet est une bonne idée et que nous devrions aller de l'avant», confit la dame.

À sa plus grande surprise, plusieurs conseils de quartier comptent rédiger des résolutions afin que la baignade devienne une priorité pour la ville. «On ne pouvait pas espérer mieux, les gens sont ouverts et veulent poser des gestes concrets. Il ne manque que l'appui de la Ville de Québec et nous percevons une ouverture, chose bien nouvelle», poursuit la directrice de ZIP Québec et Chaudière-Appalaches.

En effet, depuis près de 25 ans, c'est la première fois que Hamida Hassen-Bey ressent un désir de collaboration de la ville. «Ça fait 23 ans que j'ai les pieds dans l'eau. J'en ai vu des dossiers et des batailles et je vous dirais que celle-ci avance bien, il manque seulement qu'un peu de volonté», assure-t-elle.

Elle mentionne d'ailleurs les investissements faits dans la Baie de Beauport, des investissements totalisant 20 millions de dollars. «On a investi déjà beaucoup d'argent donc ce n'est pas ça le problème, tout est déjà en place. Il faut seulement donner le feu vert», lance la dame.

Un exemple à suivre

Montréal devrait servir d'exemple à la Ville de Québec selon la directrice du ZIP. En effet, Montréal a mis en place tout un système depuis quelques années qui permet aux citoyens de savoir où et quand il est possible de se baigner dans le fleuve, et ce, tout dépendant de la qualité de l'eau.

À Québec, il serait simple de créer un outil du genre puisque la ville procède déjà à des tests de qualité de l'eau dans le fleuve. «Je ne sais pas pourquoi la Ville s'entête à ne divulguer les résultats des tests, mais il gagnerait à le faire», croit-elle.

Ce qui l'encourage c'est que la Ville de Montréal a annoncé dernièrement que 100 millions \$ seraient accordés à la firme Degrémont pour mettre en place d'ici 2018 un système d'ozonation qui réduira de 95 % la quantité de bactéries présentes dans l'eau des égouts.

«Le projet aura certainement un impact sur la qualité de l'eau ici à Québec, ajoute-t-elle. On doit s'entendre qu'elle est déjà bonne, mais en 2018 il n'y aura plus de doutes quant à la possibilité de se baigner en toute sécurité dans le fleuve.»

D'ici là, Hamida Hassen-Bey souhaite que la Ville ouvre la baignade au public, mais sous certaines conditions. «On ne doit pas attendre le risque zéro puisqu'il ne sera jamais atteint, mais nous pouvons limiter les risques en fermant par exemple les plages lorsqu'il tombe plus de 12 mm en moins de 24h», conclut la militante.